

GÉRARD NOIRIEL

Immigration et traditions politiques

Il n'est pas exagéré de dire que jusqu'aujourd'hui, les chercheurs ayant réfléchi au problème des « traditions politiques » en France ont presque tous ignoré la question de l'immigration. On peut mettre en avant deux raisons pour rendre compte de ce fait. Depuis un siècle qu'elle représente un phénomène de premier ordre de la vie économique et sociale française, l'immigration n'a jamais été pensée comme un problème historique, donc susceptible d'interférer avec nos « traditions nationales » (1).

A cela s'ajoute le flou conceptuel qui accompagne le plus souvent l'emploi du mot « tradition ». Comme le soulignait Moses Finley à propos des historiens de la Grèce ancienne, mais cela vaut pour l'époque contemporaine, « il est peu de notions que les historiens (...) soient moins préparés à examiner avec un suffisant esprit critique, enveloppés qu'ils sont par le chaleureux éclat que répand le mot "tradition" » (2).

L'objectif de cette étude est de montrer, qu'en ce qui concerne le monde ouvrier tout au moins, l'immigration est un facteur de première importance pour comprendre l'histoire des traditions politiques en France au xx^e siècle (3).

(1) Ce point de vue est développé dans G. Noiriél, *L'immigration en France; une histoire en friche*, *Annales ESC*, octobre 1986.

(2) M. Finley, *Mythe, mémoire, histoire*, Paris, Flammarion, 1981, trad. franç., p. 31.

(3) Dès les années 1880, il y a déjà plus d'un million d'étrangers en France; ils sont trois millions en 1930 et plus de quatre aujourd'hui.

1. — POSITION DU PROBLÈME

Pour simplifier la démonstration, le terme de « tradition » est pris ici dans son sens étroit et primitif. Trois éléments principaux interviennent dans la définition. La tradition est une *transmission* (latin *traditio*) d'idées, de pratiques, de comportements, qui s'effectue principalement de façon *non écrite* (geste ou parole), *de génération en génération*. Dans les pays industrialisés et alphabétisés, on estime que la persistance des traditions ainsi définies est surtout forte dans les classes dominées ; d'où le succès de l'expression « tradition populaire ».

Dans beaucoup d'études de sciences politiques, le terme de « tradition politique » constitue une réponse et non une question. Par exemple, on explique la récurrence des soulèvements populaires de juillet 1789 à mai 1968 par les « traditions de lutte » de la classe ouvrière française. Plus souvent encore, lorsque la cartographie met en évidence des « permanences » dans les comportements électoraux de telle ou telle région sur plusieurs décennies, on évoque la « tradition politique » locale, la « coutume électorale ».

Parmi ceux qui ont tenté d'aller plus loin et de comprendre quelles raisons pouvaient expliquer de telles permanences, il faut bien sûr faire une place à part à André Siegfried, dont tout le *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République* est traversé par le souci d'expliquer pourquoi la majeure partie de cette région de France a conservé un comportement électoral « archaïque », plus fidèle aux valeurs de l'Ancien Régime qu'à celles de la République. Tour à tour sont invoqués comme facteurs déterminants, le régime de la propriété, l'influence du clergé, de la noblesse, etc. Mais en dépit d'un travail considérable, d'une multitude d'analyses minutieuses, de son aveu même, l'auteur n'est pas parvenu à rendre compte de la diversité des choix électoraux. En particulier, il n'a pas trouvé d'explication décisive pour rendre compte de l'opposition entre l'ouest de la région (qui vote à droite) et l'est (où s'affirment les comportements républicains). Comme raison ultime, Siegfried en est réduit à invoquer les « facteurs ethniques », les « tempéraments » locaux.

A partir du département de la Sarthe, où l'on retrouve cette bipolarisation droite/gauche (permanence des comportements politiques « traditionnels » à l'ouest du département, influence républicaine au sud-est), Paul Bois a démontré que l'analyse siegfriedienne constituait un travail géographique et sociologique remarquable,

mais péchait par « défaut d'histoire » (tableau statique qui ne se tourne jamais vers le passé). Or, au-delà des facteurs économiques et sociaux, pour comprendre l'opposition des comportements politiques de la Sarthe, il faut invoquer une tradition idéologique tenace, dont l'origine est à chercher dans les guerres révolutionnaires, dans l'opposition des « bleus » (républicains) et des « blancs » (chouans), opposition qui a continué à polariser la vie politique locale pendant un siècle et demi. L'ampleur du traumatisme vécu par les communautés paysannes au cours de cette période de crime et de sang est un élément fondamental pour comprendre la vigueur du souvenir. Mais en plus, souligne Paul Bois, « aucun mouvement migratoire n'est venu altérer la physionomie de ces deux populations qui, tout au long du siècle, vont rester pures de tout apport étranger. Pas d'émigration non plus qui aurait pu, par contre-coup, ramener au pays des idées nouvelles » (4). L'idée centrale est ici qu'une « tradition politique » s'explique par l'enracinement des individus, par la stabilité économique et sociale.

On peut voir dans l'explication de Paul Bois une mise en œuvre par un historien de quelques-uns des grands principes de la sociologie durkheimienne, tels qu'ils ont été développés surtout par Maurice Halbwachs dans ses travaux sur la « mémoire collective ». La tradition est du côté de « l'histoire vécue » ; elle s'enracine dans les expériences concrètes faites par les individus ; elle ne survit que tant qu'existe le groupe social qui l'a vu naître, tant que le cadre matériel de la communauté subsiste. Dans ses études sur la « morphologie politique », Halbwachs insiste sur l'importance de l'enracinement d'une population pour la conservation de ses traditions (5).

Abandonnant la prudence de Paul Bois, qui mettait en garde contre toute généralisation hâtive risquant de masquer les diversités locales, Emmanuel Todd et Hervé Le Bras reprennent systématiquement ce type d'explication de la « tradition politique » par l'enracinement et la permanence des populations dans leur ouvrage sur « l'invention de la France » (6). La poussée socialiste aux élections législatives de 1978 en Alsace est vue comme un « retour aux sources » puisqu'au milieu du XIX^e siècle cette région était « républicaine et de gauche ». Dans les régions, l'Est par exemple, où l'on constate sur la longue

(4) P. Bois, *Paysans de l'Ouest*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1971, rééd., p. 360.

(5) M. Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, PUF, 1968, 2^e éd. et M. Halbwachs, *Morphologie sociale*, Paris, Armand Colin, 1970, rééd.

(6) H. Le Bras, E. Todd, *L'invention de la France*, Paris, Librairie générale française, 1981.

durée, des constantes électorales, « le vote n'est pas affaire d'opinion individuelle mais de coutume sociale. Il a la constance d'une habitude alimentaire ou vestimentaire ». En effet, « ce ne sont pas les lieux, les climats, les ressources industrielles qui donnent aux régions leur caractère ; c'est le maintien d'une population stable qui transmet son organisation sociale et sa conception des rapports humains » (7). Mais on devine la question : dans les régions marquées par le déracinement, l'immigration massive, le bouleversement du cadre matériel, qu'en est-il de la « tradition politique » ? Ne pouvant y répondre, les deux auteurs l'ignorent : « Les grandes migrations vers les mines du Nord et de la Lorraine, l'attraction industrielle font partie de la mythologie économique » (7). Une conclusion aussi surprenante pour qui connaît un tant soit peu les études consacrées à l'histoire industrielle de ces régions s'explique lorsqu'on sait que seules les statistiques concernant les migrations *françaises* ont été prises en compte par les auteurs. Si elles illustrent la relative faiblesse des déplacements de la population nationale, elles ne nous disent rien, et pour cause, de ce phénomène majeur de l'histoire industrielle française au *xx^e* siècle, l'étroite corrélation industrialisation/immigration (8).

2. — DE QUELQUES CONSÉQUENCES DE L'IMMIGRATION SUR LES TRADITIONS POLITIQUES FRANÇAISES

Si l'on se place à un niveau d'ensemble, la recherche historique sur la France contemporaine profiterait certainement beaucoup d'une réflexion sur les rapports migration/évolution politique partant du schéma conceptuel *exit/voice* développé par l'économiste américain Albert O. Hirschman (9). Des études portant sur l'Allemagne ou la Grande-Bretagne ont montré que l'émigration de masse à la fin du *xix^e* siècle avait parfois fonctionné comme une « soupape de sécurité » atténuant les tensions sociales ; qu'à l'inverse ce « vote avec les pieds » avait contribué à la mise en place de « l'Etat-Providence » en Allemagne pour retenir les candidats à l'exil (10).

Le cas français est sans doute beaucoup plus proche du cas améri-

(7) *Ibid.*, p. 212.

(8) En fait l'ampleur de l'immigration est très variable selon les secteurs du marché du travail ouvrier. Pour plus de précisions sur cette question, cf. G. Noiriel, *Les Ouvriers dans la société française*, Paris, Seuil, coll. « Point », 1986.

(9) A. O. Hirschman, *Exit, Voice and Loyalty*, Cambridge (Mass.), Harvard Univ. Press, 1970.

(10) Cf. notamment, S. Kuhnle, *Emigration, democratization, and the rise of the European welfare states*, dans *Mobilization, Center-Periphery Structures and Nation-Building*, Bergen, Per Torsvik, Universitetsforlaget, 1981.

cain. Ici, il s'agit de mesurer les effets de l'immigration sur la vie politique. On peut faire l'hypothèse qu'avec un décalage d'une vingtaine d'années, on observe dans la France de l'entre-deux-guerres, la même évolution qu'aux Etats-Unis. Dans maints secteurs industriels, une ancienne classe ouvrière, française, ayant des traditions de métier et de lutte collective, est remplacée (notamment à cause de l'hécatombe de la Grande Guerre) par un prolétariat d'origine rurale et étrangère, d'autant plus disposé à accepter les nouveaux postes d'o.s. que la mécanisation du travail multiplie qu'ils n'ont pas de « qualification industrielle » à défendre. La rupture d'une tradition ouvrière qui avait connu son apogée au tournant du siècle, n'est sûrement pas sans rapport avec l'extraordinaire affaiblissement de la combativité du mouvement ouvrier entre 1920 et 1936 (11).

S'il est indéniable que l'immigration de masse a contribué à l'affaiblissement des anciennes traditions du mouvement ouvrier français, elle a aussi permis l'émergence de nouvelles formes de comportements collectifs. On oublie souvent de dire que la première coopérative socialiste a été fondée à Roubaix à la fin du XIX^e siècle à l'initiative de travailleurs belges. Dans les années 20 en Lorraine sidérurgique, ce sont des mineurs italiens, encouragés par des militants communistes italiens chassés de Turin après l'échec du mouvement des Conseils d'usine qui ont mis en place le Parti communiste. Si l'on en croit l'exemple américain, on peut penser qu'en de nombreux centres industriels, l'immigration a favorisé l'implantation des organisations les plus « radicales ». En effet, la première génération d'immigrants, composée d'un grand nombre de célibataires jeunes, hantés par l'idée du retour, subissant avec le plus de force les effets du déracinement et les conditions de travail les plus pénibles, est souvent tentée par l'action violente, illégale (cf. le mouvement anarchiste aux Etats-Unis). En France, le « premier » Parti communiste a bénéficié dans les années 20 de ces dispositions, ceci d'autant plus que son message internationaliste permettait à ceux qui étaient exclus du consensus patriotique de trouver dans le PC un lieu où ils pouvaient poursuivre une lutte politique dont les enjeux étaient situés dans le pays d'origine (12).

(11) Pour une analyse américaine de ce phénomène, cf. D. Montgomery, *Workers' control in America*, Cambridge (Mass.), Cambridge Univ. Press, 1979.

(12) Dans l'entre-deux-guerres, que ce soit en Lorraine, dans la Région parisienne ou dans le Midi, fascistes et antifascistes italiens se combattent pour des enjeux politiques proprement italiens ; à propos de ces luttes en Lorraine du fer, cf. G. Noiriél, *Longwy, immigrés et prolétaires (1880-1980)*, Paris, PUF, 1984. Pour la Région parisienne, cf. P. Milza, Le fascisme italien à Paris, *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, juillet 1983.

Ce qui apparaît plus difficile à comprendre dans un pays comme la France où l'on est habitué depuis plus d'un siècle (et bien au-delà des cercles marxistes) à penser la classe ouvrière uniquement à partir de sa définition professionnelle, c'est qu'en plus d'un cas, les facteurs ethniques ont joué un rôle majeur dans la mobilisation collective. Les éternelles explications par la « tradition » ou la « culture » ouvrières ont souvent masqué ce qui relevait en fait des traditions (souvent d'origine rurale) d'un groupe ethnique. Un bon exemple est fourni par « Halluin la rouge », cette commune textile du Nord, vieux fief communiste, célèbre dans l'entre-deux-guerres par sa combativité. Très souvent on a interprété ces pratiques de lutte en termes de « prise de conscience de classe ». Aujourd'hui, on commence à comprendre que l'un des facteurs essentiels de la violence politique de la classe ouvrière locale est lié à ses origines non seulement belges, mais aussi flamandes. « L'histoire politique et sociale d'Halluin est l'histoire d'une population d'origine flamande en quête d'intégration (...). Les fils et petits-fils de ces immigrants conservèrent longtemps les réflexes des déracinés : le repli autour de la tradition, l'allégeance aux rites et aux croyances populaires, le complexe du ghetto » (13).

Pour comprendre l'extraordinaire mobilisation qui en 1924 rassemble les ouvriers derrière le PCF contre un patron du textile local, il faut invoquer des raisons « de classe » (Désiré Ley est un chef d'entreprise particulièrement détesté), mais aussi des raisons liées à l'origine ethnique de la population. La lutte prend en effet la forme d'un carnaval de huit jours qui renoue avec les plus anciennes traditions du folklore flamand.

Lorsqu'on a admis que l'immigration historique a pu introduire une rupture dans des traditions collectives ouvrières ou introduire dans la vie politique française de nouveaux types de comportements collectifs, la question se pose de savoir dans quelle mesure ceux-ci ont pu à leur tour devenir des « traditions » ; autrement dit comment ceux-ci ont-ils pu se transmettre aux générations suivantes. Pour répondre à une telle interrogation, les chercheurs français sont handicapés. Nous n'avons pas l'habitude de penser, comme les Américains, en termes de « générations ». Epousant un peu trop facilement le point de vue de l'Etat français (reflété par exemple par les statis-

(13) Les migrations massives venues de Belgique à la fin du XIX^e siècle ont déplacé la frontière linguistique à tel point qu'Halluin est devenue une enclave flamande en territoire français, le flamand étant la langue du ghetto, encerclé par le « patois » parlé par les ouvriers français ; cf. M. Hastings, *Communisme et folklore ; étude d'un carnaval rouge, Halluin 1924*, *Ethnologie française*, avril 1986.

tiques administratives mises au point depuis plus de cent ans), les historiens ont jusqu'ici considéré que la question des origines pour les Français d'ascendance étrangère était sans objet. Il ne serait pas difficile de montrer, texte à l'appui, que pour beaucoup, implicitement tous les citoyens français ont des origines remontant à notre glorieuse Révolution. Dans l'arrondissement de Briey cependant, le sociologue Serge Bonnet a montré qu'il y avait une étroite corrélation entre la progression du vote communiste et la progression des patronymes italiens sur les listes électorales. Dans cette région, la tradition communiste est avant tout une tradition italienne ; le critère de classe (vote massivement ouvrier) se combine au critère de l'origine nationale (14).

Cependant, il ne semble pas que l'on puisse évoquer, à un échelon plus large, un « vote ethnique » comme on a pu le faire aux États-Unis. Pour des raisons impossibles à évoquer ici (15) les communautés ethniques et nationales se sont maintenues avec beaucoup moins de vigueur en France, si bien qu'on peut penser qu'au niveau de la troisième génération (encore faudrait-il le prouver par des recherches qui à ma connaissance n'existent pas), le critère de l'origine nationale ne joue plus dans les préférences politiques.

Au niveau national, cela est dû principalement au fait qu'aucun parti n'a jamais cherché à capter les voix des électeurs d'origine étrangère en mettant explicitement en avant ce type de critère. Mais il faut aussi signaler qu'au niveau des communautés locales, pour que de nouvelles traditions politiques influencées par la culture des immigrants s'implantent en milieu ouvrier, il a fallu qu'un certain nombre de conditions soient réunies. L'exemple de deux communes minières voisines du Pas-de-Calais illustre à ce propos la valeur heuristique des analyses de Maurice Halbwachs sur les cadres sociaux de la mémoire. Sallaumines et Noyelles-sous-Lens ont été toutes les deux détruites en bonne partie par la première guerre mondiale ; ces deux communes ont connu ensuite une immigration polonaise massive destinée à remplacer les mineurs français morts au combat ou partis ailleurs. Pourtant, seule la commune de Sallaumines élit en 1935 (et pour longtemps) un maire communiste ; Noyelles restant fidèle à la tradition socialiste d'avant 1914. La raison majeure de cette divergence tient au fait qu'à Sallaumines,

(14) Cf. S. Bonnet, *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1971.

(15) Les enjeux historiques d'ensemble de l'immigration dans la société française contemporaine sont analysés dans G. Noiriel, *Histoire de l'immigration (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Seuil (à paraître).

la rupture a été totale ; l'ancien village n'a pas été reconstitué et les vieilles familles qui l'habitaient ont disparu. Rien n'a pu s'opposer à la mise en place d'un nouveau groupe ouvrier hégémonique, très lié à la mine, qui finit par imposer ses traditions politiques à toute la communauté. A Noyelles par contre, la reconstruction de l'ancien village a entraîné le retour des anciennes familles locales et celles-ci ont réussi, bien que minoritaires, à conserver leur emprise sur la vie politique locale (du fait aussi qu'elles appartiennent aux catégories sociales les plus aisées de la commune, l'immigration leur ayant permis de devenir des « notables ») (16).

Comme on le voit cet exemple confirme l'idée que l'enracinement d'une population est une condition nécessaire du maintien de sa tradition politique. Mais on peut ajouter que dans les régions qui ont connu des bouleversements économiques et sociaux importants, il suffit qu'une petite fraction de la population d'origine subsiste pour que bien souvent — du fait que l'ancienneté de peuplement est souvent un atout décisif tant au niveau économique qu'au niveau politique — elle parvienne à imposer ses propres traditions aux nouveaux venus. Contrairement à ce qu'on dit souvent, même au sein de la classe ouvrière, les rivalités entre groupes anciens et nouveaux, Français et étrangers, l'emportent longtemps sur la « solidarité de classe ». Si l'apparition d'une nouvelle tradition politique conforme aux aspirations des nouveaux venus, si même le syncrétisme entre ancienne et nouvelle tradition, sont si lents à apparaître, c'est que comme l'a montré Norbert Elias dans son étude anthropologique d'un faubourg d'une ville industrielle anglaise, le groupe ancien déploie tous ses efforts pour empêcher que les nouveaux venus ne se constituent eux-mêmes en communauté, avec leur propre système de valeur, leurs traditions, etc. Comme si l'identité même du groupe, sa raison d'être étaient en jeu (17). Lorsque cette lutte pour maintenir durablement l'immigration dans un état d'atomisation est réussie, il y a peu de chance que les immigrants parviennent à construire une tradition politique conforme à leur expérience propre.

On devine par cette analyse combien de luttes il a fallu déployer, combien de combats il a fallu mener pour reproduire ces « permanences » politiques que nous délivrent avec leur naïve sérénité les

(16) Cf. l'analyse détaillée de cette opposition dans C. Dubar, G. Gayot, J. Hédoux, Sociabilité minière et changement social à Sallaumines et à Noyelles-sous-Lens (1900-1980), *Revue du Nord*, avril-juin 1982.

(17) N. Elias et J. L. Scotson, *The Established and the Outsiders*, Londres, Franck Cass & Co., 1965.

cartes de géographie électorale (18). Pour compliquer les choses ajoutons que si derrière une « tradition » politique peut se cacher une rupture sociologique, à l'inverse, une apparente « rupture » dans les comportements électoraux peut masquer la permanence d'un comportement. L'arrondissement de Briey en Lorraine a été le théâtre d'une spectaculaire mutation politique dans les années 1950, puisque cette région traditionnellement de droite a versé sans crier gare dans le communisme le plus extrême. Et pourtant les observateurs remarquaient que ces changements d'attitude politique n'empêchaient pas le maintien d'une attitude « patriotique » typiquement lorraine, illustrant la permanence d'un « tempérament » régional ayant plus de cent ans d'âge.

Mais ici non plus il n'est pas possible d'invoquer la permanence du peuplement pour expliquer la permanence des comportements puisque la majorité de la population actuelle de cette région est d'origine étrangère. C'est une autre modalité de la transmission des « traditions politiques » qu'il faut mettre en avant. En effet, si cette communauté ouvrière a trouvé grâce au PCF une forme et un contenu politiques adaptés à son expérience, bien éloignés de la tradition proprement lorraine, elle n'en a pas moins subi, surtout la deuxième génération italienne qui a grandi dans l'ambiance nationaliste de l'entre-deux-guerres, les effets de la pression xénophobe. La hantise, intériorisée à cette époque, d'un rejet hors de la communauté nationale, a puissamment contribué à la naissance de cette disposition collective durable poussant les individus à toujours vouloir donner des gages de leur attachement à la France, que ce soit par leur engagement dans la Résistance, par leur amour pour le travail du fer et de l'acier, symboles de l'indépendance nationale, ou par leur mobilisation collective derrière les symboles de la Lorraine traditionnelle (croix de Lorraine et jeunes enfants revêtus du costume folklorique de la province) lors des grandes manifestations contre les fermetures d'usines en 1979. Pour cette communauté issue de l'immigration, la « tradition patriotique » s'explique, comme on le voit, par une histoire bien différente de celle des Lorrains de souche.

(18) Je ne parle pas ici de toutes les formes de manipulation politique que permet le « suffrage universel » par redécoupage de circonscriptions, etc., et qui constituent une autre manière de produire de la « tradition politique ». Si la Meurthe-et-Moselle est restée un département de droite en dépit des bouleversements de son peuplement, c'est aussi parce que les immigrants ont été massivement regroupés dans un seul arrondissement.

RÉSUMÉ. — *Les explications avancées par les historiens à la suite d'André Siegfried pour rendre compte des traditions politiques en France, ne permettent pas de comprendre l'importance de l'immigration dans l'évolution des comportements politiques ouvriers du XX^e siècle. C'est pourquoi d'autres hypothèses de travail sont proposées ici à partir des études sur le sujet effectuées aux Etats-Unis.*